



*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,
UNISSEZ-VOUS !*

2F

Adresse : L'HUMANITE ROUGE
B.P. 365
75064 PARIS CEDEX 02

JOURNAL COMMUNISTE
POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LÉNINISME
ET DE LA PENSÉE-MAOTSETOUNG

6^e ANNÉE N° 220
JEUDI 7 MARS 1974

A propos du film anti-chinois de J. Yanne

Lettre de Jacques JURQUET à Georges POMPIDOU

Monsieur le Président de la République,

Bien que ne n'aie pas voté en votre faveur pour faire de vous le chef d'Etat de mon pays, je suis bien obligé de m'adresser à vous pour exprimer mon indignation et ma protestation de citoyen français de la légèreté contraire aux traditions de notre peuple dont fait preuve votre gouvernement à l'endroit des relations avec la République populaire de Chine.

En acceptant la production et la commercialisation du film « Les Chinois à Paris », qui sort cette semaine sur les écrans parisiens, vous vous rendez objectivement complice non seulement d'une grossièreté irréparable envers le peuple chinois et son gouvernement, mais aussi d'une interprétation outrageuse des qualités du peuple français.

Vous avez été reçu en Chine en votre qualité de Président de la République, vous avez pu apprécier personnellement la courtoisie et la délicatesse de vos hôtes, aussi bien des hommes d'Etats, du Président Mao Tsé-toung et du Premier ministre Chou En-laï, que des simples citoyens chinois qui vous ont assuré une hospitalité à la mesure des profonds et sincères sentiments d'amitié qu'ils éprouvent envers notre peuple.

Serait-ce donc pour plaire au dictateur social-fasciste Brejnev, à la veille du voyage que vous allez entreprendre sur son invitation, que vous acceptez l'intolérable agression contre la Chine et son grand peuple, perpétrée sur les écrans français ? Vous savez très bien qu'il n'y a jamais, dans l'histoire, d'attitude vraiment fortuite, d'événement entièrement dû au hasard !

En ma qualité de Français, je vous demande d'ordonner les mesures nécessaires pour que

soit interdit et sanctionné l'outrage au peuple chinois que constitue ce film provocateur et odieux.

En ma qualité d'ancien combattant de la résistance et de la guerre contre les nazis, je vous demande d'ordonner les mesures nécessaires pour que soit également préservé l'honneur de notre peuple, auquel ce film mensonger et diffamateur porte atteinte.

Jamais le général de Gaulle, dont le président Mao a pu souligner les mérites d'homme d'Etat patriote et antifasciste pendant la seconde guerre mondiale, n'aurait toléré le défi criminel lancé par ce film à l'amitié des peuples français et chinois, à la correction des relations d'Etat à Etat dont il avait lui-même pris l'initiative historique entre la République populaire de Chine et la France.

En ma qualité d'ami du grand peuple chinois, pacifique, talentueux et débarrassé de la pourriture morale caractéristique des sociétés capitalistes, je vous demande d'ordonner les mesures nécessaires pour que ce film fasciste et raciste soit immédiatement retiré des écrans parisiens.

Si vous invoquez la prétendue liberté démocratique de notre système pour justifier le maintien à l'écran de cette production rigoureusement contraire à l'esprit et aux intérêts de notre pays et de notre peuple, vous vous rendriez complice, Monsieur le Président de la République, d'un mauvais coup contre la France, contre le prestige mondial du peuple français.

Veillez agréer, Monsieur le Président de la République, l'expression de nos sentiments patriotiques et antifascistes.

Jacques JURQUET.

SPÉCIAL
FEMMES

8 MARS
JOURNÉE
INTERNATIONALE
DES FEMMES

Dans ce numéro...

- Les conditions de vie et de travail des femmes

Une revendication fondamentale :

« A travail égal, salaire égal »,
« formation et qualification pour toutes ».



- Lip, Cerizay

Les consciences qui se sont éveillées, ne s'endormiront plus jamais



- Les femmes en Chine et en Albanie

- Les révisionnistes et les femmes
Une ancienne militante de l'UFF parle

Ce numéro, encarté dans le journal, faisant l'objet d'un tirage supplémentaire, restera en vente dans les kiosques.

Que nos camarades et lecteurs prennent en main une diffusion prolongée de ce numéro.

La lutte contre Confucius et Lin Piao

Une campagne anti-révisionniste d'importance internationale

(Editorial p. 3)



Pompidou est invité à Moscou, le 19 février les pourparlers soviéto-américains ont repris à Washington. Est-ce la « détente » en Europe et dans le monde ?

Non pas ! Moscou a entrepris une nouvelle opération de lancements de M.I.R.V. dans le Pacifique, et poursuit ses visées agressives en Europe.

C'est le fond d'une situation qui nous touche directement ! Autant en comprendre tous les aspects, et notamment l'essence même de l'agression vers l'extérieur de la superpuissance soviétique qui est fondée sur sa base économique : le capitalisme monopoliste d'Etat, dont nous évoquons un aspect dans cette page.

Pompidou à Moscou, les séductions de Brejnev

Gromyko est venu à Paris. Pompidou va aller à Moscou. La « Pravda » parle de « langage commun ».

Il y a seulement deux à trois mois, au moment du sommet européen de Copenhague, les « Izvestia » renâclait contre l'Europe des Neuf « anti-européenne » ; et la presse soviétique s'en prenait à Jobert qui avait parlé du « condominium des deux superpuissances ». La volonté européenne et surtout française de s'opposer aux deux supergrands déplaît fort à Moscou, car elle contrecarre ses visées hégémoniques sur l'Europe.

Aujourd'hui autres paroles, même musique ! Mêmes visées ! La « Pravda » applaudit bruyamment Jobert : la division européenne manifestée à Wa-

shington plaît à Brejnev, qui multiplie les séductions ! Qu'on en juge ! La « Pravda » célèbre « l'amitié » et parle... gros sous ! Elle pense que les échanges économiques devraient être renforcés en raison des « difficultés que connaît en ce moment l'économie française ». Le social-impérialisme est à l'affût !

Et tandis qu'à Moscou, comme à Washington, on multiplie déclarations, manœuvres de séduction et pression, nous reste en tête cette thèse de Lénine — combien actuelle :

« L'impérialisme se caractérise justement par une tendance à annexer non seulement les régions agraires mais même les régions les plus industrielles. »

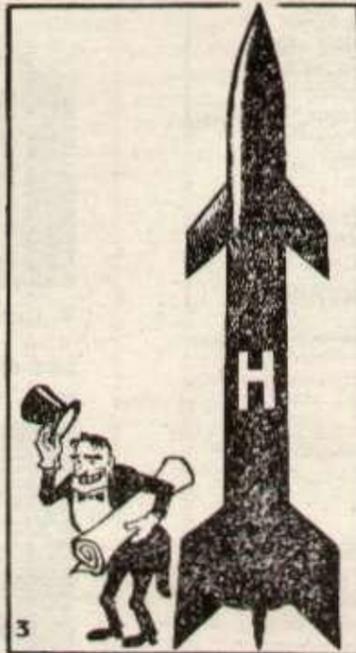
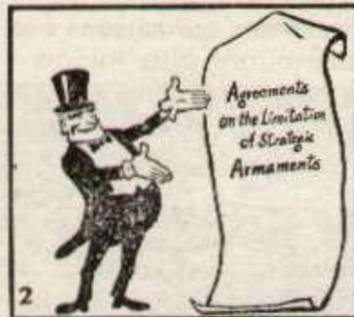
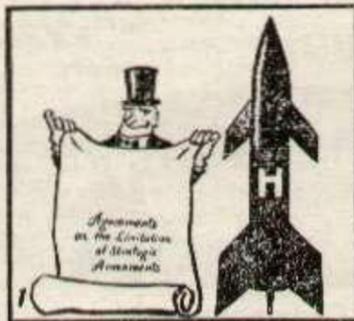
RENFORCEMENT DE L'ARMEMENT

« L'Agence Tass a annoncé le 18 février dans une déclaration que les lancements de fusées porteuses seront effectués par l'Union Soviétique au Pacifique du 19 février au 10 mars.

Tass a déclaré qu'au cours de ces vingt jours, des lancements de fusées porteuses seront effectués en Union soviétique dans une région du Paci-

C'est le second essai de fusées porteuses lancées par l'Union soviétique dans le Pacifique en vingt jours, le premier s'est fait les 25 et 26 janvier. Selon une agence de presse occidentale, les fusées lancées dans ces deux essais étaient des missiles balistiques intercontinentales à ogives multiples de type nouveau.

Le récent lancement d'une série



Accords sur la « limitation des armements stratégiques ».

QUELQUES CHIFFRES...

BUDGET MILITAIRE SOVIETIQUE :

(Non comprises les défenses consacrées à la défense sous d'autres noms.)

1957 : 23 000 millions de dollars
1972 : 42 600 millions de dollars

ESSAIS NUCLEAIRES SOUTERRAINS entrepris par l'U.R.S.S.

(74 de 1964 à 1972).

1964 : 6
1967 : 3
1972 : 28.

de fusées soviétiques a mis à nu le vrai visage des sociaux-impérialistes soviétiques qui font chaque jour grand tapage autour du désarmement, mais poursuivent en réalité la course aux armements en même temps. Des agences d'information occidentales ont fait remarquer que les révisionnistes soviétiques avaient choisi le 19 février comme le jour de lancer des vecteurs dans le Pacifique en vue d'intensifier leur rivalité pour la supériorité nucléaire avec les Etats-Unis, parce que c'était le jour où ont repris les pourparlers soviéto-américains sur les armements suspendus à Genève. »

Agence Chine Nouvelle.

Restructuration du capitalisme en U.R.S.S. LICENCIEMENTS A OUTRANCE !

De 1966 à 1969, 6 à 7 millions de travailleurs soviétiques ont changé d'emplois en « quête incessante de meilleures conditions de vie et de travail », selon la presse soviétique. Pourquoi ? Pourquoi des milliers et des centaines de milliers d'ouvriers soviétiques licenciés de leur usine ces dernières années ?

C'est le « nouveau système économique » mis en place à la session plénière du Comité central du Parti communiste « d'Union soviétique de septembre 1965 qui a engagé massivement la pratique du licenciement.

Qu'est-ce que le « nouveau système économique » ?

Après le XX^e Congrès du P. C. U.S. Khrouchtchev n'a pas ménagé ses efforts pour restaurer le capitalisme en U.R.S.S.

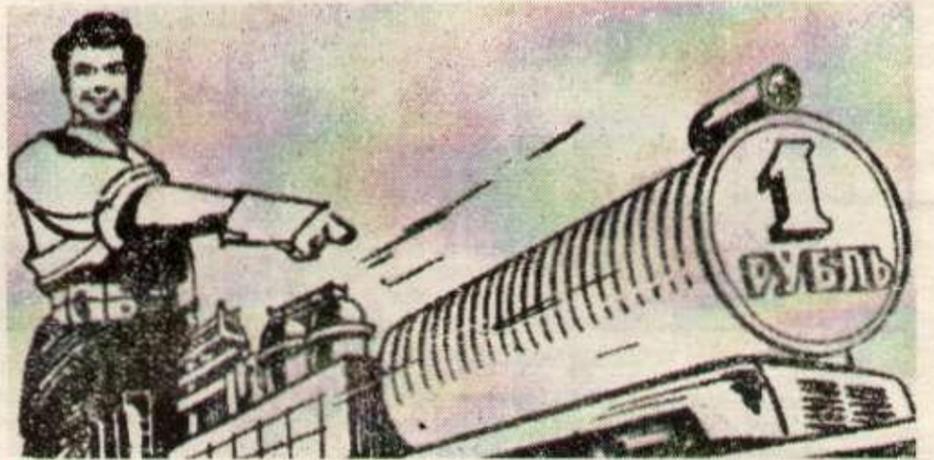
dent leur travail. (« Les révisionnistes soviétiques restaurent le capitalisme sur toute la ligne en Union soviétique », p. 4.)

Ces dernières années Brejnev a encouragé vigoureusement la concentration, la production dans les « entreprises assurant une large production commune », établissant ainsi des entreprises capitalistes monopolistes d'Etat de type nouveau.

Un exemple de rationalisation

C'est celui du combinat chimique de Scekino ; cet exemple est tiré de la presse soviétique (« Courrier des pays de l'Est », n° 139, mars 1971).

« Plus de production, moins de travailleurs ! », c'est le slogan écrit en grosses lettres sur le fronton du combinat ! Pour produire plus, on doit rationaliser : un



Affiche de propagande publiée dans la presse des révisionnistes soviétiques. La locomotive porte comme inscription « un rouble » et la légende de l'affiche souligne : « Une puissante locomotive ». En quelque sorte « l'argent est la locomotive qui entraîne tout le reste ».

Sous prétexte d'établir une base matérielle et technique pour le communisme, il a prôné « l'augmentation de la productivité du travail » ; dans les pays capitalistes, on appelle ça « assurer la croissance ». Des termes différents, une même volonté, qu'a de nouveau exprimé Kossyguine en 1965, en proposant de « rationaliser » toute l'économie soviétique. Pour les travailleurs — synonyme de licenciement.

Le « nouveau système économique » de 1965 a réalisé ces objectifs : « importance accordée aux objectifs de profits », recherche de « l'extension de l'indépendance des entreprises », et utilisation des « stimulants économiques » pour promouvoir la production ; tels sont ces trois axes principaux. Autrement dit, c'est l'introduction juridique des lois économiques capitalistes en U.R.S.S. Qu'on en juge d'après les « règlements pour les entreprises de production d'Etat » :

« ... Les entreprises ont le droit de « posséder, d'utiliser » tous leurs biens, d'« en disposer » ; de revendre les installations, le matériel de transport, les matières premières, matériaux et combustibles qu'elles ont « en excédent » ; de louer les ateliers, dépôts, installations et le matériel de transport dont elles « n'ont pas besoin pour l'instant » ; de mettre d'elles-mêmes au rebut les biens des soi-disant « hors d'usage » ; d'entreprendre des travaux d'édification de base « non prévus dans les plans » avec leurs propres fonds » et d'exécuter des commandes « en marge des plans avec leurs propres matériaux ». Les dirigeants des entreprises sont habilités à décider et modifier les échelons des salaires des employés et ouvriers, ainsi que leurs primes, à embaucher, licencier et frapper de sanctions les ouvriers, à embaucher, licencier et frapper de sanctions les ouvriers, à décider de la structure et du chiffre du personnel de leurs entreprises respectives. Ainsi les entreprises qui étaient autrefois propriété socialiste sont transformées en entreprises capitalistes appartenant à une couche de privilégiés bourgeois, et les larges masses de travailleurs industriels et agricoles en esclaves salariés qui ven-

comité d'experts fait une étude et, tout comme ici... établit un « calendrier de licenciements » : environ 1 000 licenciements pour 6 000 travailleurs !

Pourquoi « licencier » ? Avec les économies réalisées sur les salaires des licenciés, on attribuera des « primes » qui augmenteront la productivité ! Le tour est joué ! Et on le joue ailleurs qu'à Moscou ! Aux quatre coins de l'Europe occidentale...

A Scekino, la « rationalisation » s'est accompagnée d'autres mesures :

1. **Plus grande discipline de travail** : on a révisé les normes de travail dans les ateliers et accéléré les cadences.

2. **Intensification du travail** : la réduction des normes et la pratique des « stimulants matériels » — les primes — ont contraint les ouvriers non licenciés à cumuler les professions et les postes ! D'où une plus forte production en dépit des licenciements !

A preuve, sur 800 licenciements en fin de compte, 347 ont été possibles par intensification du travail, 170 par révision des normes... et 23 seulement par mécanisation et automatisation ! Autrement, la rationalisation s'est faite sur le dos des ouvriers non licenciés qui travaillent plus et plus vite !

En effet, sur 800 licenciements, 609 touchent des ouvriers contre 32 employés et 159 cadres techniques ; l'appareil administratif a été peu touché. Ce sont les ouvriers qui ont payé la note !

Par contre, le pouvoir des « directeurs » a été renforcé : direction unique, concentration financière, etc. De plus, l'économie faite sur les salaires des licenciés a été répartie comme suit :

— La moitié a été destinée aux responsables de l'atelier qui la distribue comme primes aux ouvriers qui le méritent selon lui, avec accord du conseil syndical ;

— L'autre moitié est destinée au directeur qui en dispose librement pour « encourager » cadres et contremaîtres !

Bel exemple de mesure qui renforce la position de la couche privilégiée de capitalistes monopolistes bureaucratiques : écart des salaires de 1 à 50 dans les usines, mode de vie de luxe et de débauche... Tout comme dans notre pays.

ÉDITORIAL

La Chine connaît aujourd'hui un vaste mouvement de critique de Confucius et Lin Piao. De part et d'autre, on entend des commentaires cherchant à dénaturer la réalité de cette lutte, à la calomnier. La réaction pleure sur le sort de Confucius qu'elle présente comme un « sage ».

De quoi s'agit-il donc ?

Il y a certes bien longtemps que Confucius est mort, environ deux mille ans, mais sa pensée et sa vénération ont toujours été, et sont toujours, des armes entre les mains des réactionnaires pour dominer et exploiter le peuple chinois. A toutes les étapes de l'histoire de la Chine, les classes réactionnaires ont utilisé Confucius pour s'opposer à la marche de l'histoire.

En son temps, Confucius fut le plus ardent des défenseurs de la classe des propriétaires d'esclaves, de l'ordre esclavagiste en décadence qu'il appelait le « règne des rites ». Il s'opposait violemment aux révoltes d'esclaves et à la classe montante de l'époque, les propriétaires fonciers, qui à cette époque constituait une force de progrès. Il combattait violemment les réformes soutenues par cette classe et cherchait à restaurer la domination des propriétaires d'esclaves. Il définit son programme politique par ces mots : « *Se modérer et en revenir aux rites* ». Ce qui signifiait : revenir à l'esclavagisme. Il voulait également dans le même but « *faire renaître les Etats éteints, relever les familles nobles déshéritées, redonner des postes à ceux qui sont rentrés dans l'ombre* ».

Afin de faire marcher l'histoire à l'envers, il prétendait qu'il fallait respecter la « *volonté du Ciel* » et déclarait : « *deux choses ne changeront jamais : l'intelligence des hommes bien nés et la stupidité des roturiers* ». Il disait encore : « *On doit faire en sorte que le peuple agisse sans comprendre* ».

Tel était Confucius. Après sa mort, les classes réactionnaires en firent leur maître et tout au long de l'histoire suivirent ses préceptes.

A toutes les étapes de sa lutte, le peuple chinois eut à combattre Confucius, cet étendard de la réaction. A titre d'exemple, rappelons que le grand mouvement révolutionnaire du 4 mai 1919 prit comme mot d'ordre : « *A bas l'école confucéenne !* ». Le grand écrivain révolutionnaire chinois Lou Sin se plaça à la tête de la lutte contre Confucius. Et depuis cinquante années, le président Mao combat les théories de Confucius.

Dans l'histoire de la Chine, l'attitude vis-à-vis de Confucius a toujours été une ligne de démarcation entre la révolution et la contre-révolution. Et ceci reste vrai aujourd'hui encore, à l'époque du socialisme.

Lin Piao, disciple de Confucius

Comme tous les réactionnaires, Lin Piao était également un disciple de Confucius. Comme ses prédécesseurs, il vénérât Confucius pour s'opposer à la révolution, pour combattre le socialisme.

Il reprit à son compte les préceptes de Confucius. Il avait pris pour devise : « *De tout temps et en toute chose, ce qui seul importe, c'est de se modérer et d'en revenir aux rites* ». Ce qui signifiait : revenir au capitalisme. Ce qu'il tenta de réaliser par un coup d'Etat contre-révolutionnaire.

Lin Piao prêchait la « *modération* » et attaquait la ligne du président Mao qu'il qualifiait d'« *extrémiste* ». Il prônait les préceptes confucéens de « *vertu* », « *bienveillance* », « *justice* », « *fidélité* », « *indulgence* » et déclarait qu'ils régissaient les « *rapports entre les hommes* ». C'est avec ces mêmes préceptes que les réactionnaires ont toujours cherché à dominer le peuple chinois. Dans l'ancienne société, les exploités n'avaient qu'eux à la bouche.

Les critiques de Confucius et de Lin Piao sont associées car Confucius était le maître à penser de Lin Piao dans tous les domaines.

Les masses, force principale de la critique de Lin Piao et Confucius

L'actuel mouvement de critique de Confucius et Lin Piao n'est pas l'affaire de quelques « *spécialistes* » mais celle des millions d'ouvriers, paysans et soldats chinois. La critique de Confucius et Lin Piao est une lutte de classes intense, une lutte entre deux lignes : la ligne révolutionnaire et la ligne révisionniste.

Dans les usines, les villes, les villages, c'est par millions que les ouvriers, paysans, soldats combattent les théories de Confucius et Lin Piao.

C'est ainsi, par exemple, qu'à l'aciérie n° 5 de Changhaï, 9 000 ouvriers se sont réunis pour critiquer Confucius et Lin Piao. Un ouvrier vétéran dénonçait la « *bienveillance* » en ces termes : « *Avant la libération, nous, peuple travailleur, nous avons beaucoup souffert de cette prétendue « bienveillance ». Mon grand-père et mon père, saignés à blanc par les classes exploitantes « bienveillantes », sont morts dans la misère. A six ans, je suis devenu enfant-ouvrier. Je fus ensuite affecté par une maladie des yeux et je n'avais pas d'argent pour me soigner. Je perdis l'œil gauche. Plus tard, j'ai travaillé comme « coolie » dans un port. M'étant brisé trois orteils au cours du travail, je fus chassé par le patron. Dans l'ancienne société, j'ai vu les impérialistes, les bureaucrates kuomintaniens, les propriétaires fonciers et les capitalistes faire la noce dans les buildings et les pauvres mourir de froid et de faim dans les rues. A cette époque, pour nourrir ma*

famille, j'ai dû me charger du transport des cadavres dans les rues. J'ai vu des salles de « charité universelle », de « bienveillance » et de « vertu ». Derrière ces mots s'entassaient les cadavres du peuple travailleur. Comme Confucius, Lin Piao prônait lui aussi la « bienveillance ». Que signifie cette « bienveillance » sinon exploitation, oppression et répression. »

Tchang-Kaï Chek et Brejnev partisans de Confucius

Face au peuple chinois qui combat Confucius et Lin Piao, se dressent ses ennemis, et en particulier Tchang-Kaï Chek et les sociaux-impérialistes.

Dans sa « *déclaration du nouvel an* », Tchang-Kaï Chek devait déclarer : « *La doctrine traditionnelle, vieille de 5 000 ans, répandue par les sages, est en danger de disparition... c'est le plus grand malheur du pays et la plus grande souffrance de la nation, c'est bien entendu le pire et le plus imminent des fléaux ! Et pour ce qui est du devoir sacré de la révolution nationaliste, rien n'est plus important et plus urgent que cela !* »

Tchang-Kaï Chek, ce vieil ennemi du peuple chinois, a toujours été un chaud partisan de Confucius. Il le qualifia de « *modèle en morale de toutes les générations* » et l'utilisait « *afin d'extirper à la racine le communisme* ». Aujourd'hui, le fasciste Tchang-Kaï Chek a peur, car les masses chinoises sont en train d'abattre Confucius, d'extirper à la racine ses théories. Les espoirs de Tchang-Kaï Chek de voir la Chine revenir au capitalisme sont en train de s'écrouler. Les lamentations de ce bandit suffiraient à montrer l'importance historique de la critique de Confucius et Lin Piao.

Mais voyons donc quelles sont les réactions des sociaux-impérialistes.

Les révisionnistes ont toujours vanté Confucius. Dès 1959, ils déclaraient : « *le caractère démocratique du confucianisme doit être hautement apprécié* ». Le volume quatre de la « *petite encyclopédie de l'Union soviétique* » déclare que le confucianisme a des « *tendances progressistes et éclairées* ».

Dans le tome sept de « *l'encyclopédie de l'histoire soviétique* », paru en 1965, Confucius est vanté pour s'être soucie « *d'améliorer le bien-être du peuple* ». En 1968, pour attaquer la Révolution culturelle, la revue « *Problèmes d'histoire* » a célébré le confucianisme comme un « *trésor unique de la culture chinoise* ».

Depuis qu'a été lancé le grand mouvement de critique de Confucius et Lin Piao, de nombreux journaux et revues ont glorifié Confucius.

C'est ainsi que la revue « *Problèmes d'Extrême-Orient* » l'a qualifié de « *politicien sage et brillant* ». Récemment, des saynètes à la gloire de Confucius ont été portées sur scène à Moscou.

En portant ainsi aux nues Confucius, les sociaux-impérialistes cherchent à s'opposer à la marche en avant du socialisme en Chine. Confucius représente pour eux l'espoir de voir la Chine revenir au capitalisme et de pouvoir faire main basse sur elle. Le développement de la lutte de masse contre Confucius et Lin Piao est un terrible coup porté à cet espoir.

Un mouvement de portée historique

La lutte des masses chinoises pour critiquer Confucius et Lin Piao est un événement important pour prévenir la restauration du capitalisme, pour consolider les acquis de la Grande Révolution culturelle prolétarienne, pour approfondir la révolution dans le domaine de la superstructure. En critiquant Confucius et Lin Piao, les masses chinoises détruisent les idées qui depuis des centaines d'années servent à opprimer le peuple, elles renforcent la dictature du prolétariat. Par sa portée, la critique de Confucius et Lin Piao est une lutte qui dépasse le cadre de la Chine. C'est un combat entre la révolution et la contre-révolution, entre le marxisme-léninisme et le révisionnisme.

Le social-impérialisme, l'impérialisme et la réaction pleurent sur le sort de Confucius, calomnient la lutte du peuple chinois, font les louanges de Confucius. Ils voient disparaître leurs espoirs de restauration du capitalisme en Chine. Ils ont peur en voyant le peuple chinois progresser dans l'édification du socialisme. Les succès du mouvement de critique de Confucius et Lin Piao sont pour eux des défaites.

Les marxistes-léninistes ont pour devoir de soutenir le peuple chinois dans cette lutte. Il s'agit d'une bataille entre le marxisme-léninisme et le révisionnisme.

La critique de Confucius et Lin Piao, dirigée par le président Mao, est un exemple pour les marxistes-léninistes du monde entier. C'est un appel à combattre jusqu'au bout le révisionnisme. C'est dans la lutte contre le révisionnisme que le marxisme-léninisme se développe. « *Sans destruction, pas de construction.* » Le marxisme-léninisme ne peut se développer qu'en combattant les idées bourgeoises, la conception bourgeoise du monde. Autrement, c'est le révisionnisme qui l'emporte. Entre le révisionnisme et le marxisme-léninisme, il ne peut y avoir que lutte, affrontement. Quiconque n'ose pas lutter contre le révisionnisme sombrera dans le révisionnisme. Quelles que soient les difficultés, il faut oser s'opposer au révisionnisme. C'est à cette condition que la révolution sera possible.

Le changement de gouvernement

UN GOUVERNEMENT DE CRISE

1974 doit être une année difficile. On ne cesse de nous le répéter, on nous le promet, comme le déclarait encore Messmer vendredi soir : « *Je n'ai d'ailleurs jamais caché que l'année 1974 serait une année difficile.* » Les appels à l'effort et à la docilité sont courants. On veut nous faire croire qu'en raison de la prétendue crise pétrolière, et notamment de la juste augmentation du prix du pétrole par les pays producteurs, les travailleurs de France doivent « *sortir* » le pays d'une mauvaise passe. De partout des voix s'élèvent pour vous assurer que l'économie française est en position de force : ainsi, par exemple, la dernière étude de l'O.C.D.E. (l'Organisation de Coopération et de Développement économique) prévoit pour notre pays une des croissances économiques les plus élevées. Il est vrai par ailleurs que les hausses de prix à la consommation pour le premier semestre de l'année sont déjà estimées à 14 %. Bref, nous sommes en plein dans la crise et seul un « *gouvernement de crise* » pourra « *efficacement* » la combattre. « *C'est précisément parce que l'année 1974 sera difficile pour la France et pour les Français qu'il fallait un gouvernement plus rassemblé, plus cohérent, plus dynamique* » dit Messmer. Et l'efficacité se mesurant dans l'action, on prend immédiatement une première décision : une hausse vertigineuse de l'électricité à compter du 1^{er} mars. Et le gaz, sans doute de nouveau l'essence et bien d'autres encore suivront. Car le nouveau gouvernement Messmer veut d'abord s'attacher aux problèmes de l'énergie. Dès lundi, une réunion spéciale interministérielle aura lieu. C'est là que seront étudiées plus précisément les nouvelles hausses, la façon de faire supporter la crise sur le dos des travailleurs en arrachant par ailleurs des profits plus élevés (les accords de cartels des sociétés pétrolières). Pour mener à bien cette opération ravalement (car ce gouvernement devra tenir jusqu'aux présidentielles), Pompidou et Messmer n'ont pas hésité à écarter les ministres compromis ou discrédités : De Charbonnel (l'homme de Lip) à Malaud (l'homme de l'O.R.T.F.), en passant par Druon (celui qui n'aime pas les cocktails Molotov dans le domaine de l'art) et jusqu'à Marcelin « *l'indétrônable* », envoyé à l'Agriculture qui vient tout juste de se déchaîner, le gouvernement Messmer III ne conserve comme valeurs sûres que des gaullistes bon teint (Jobert, Lecat...) et Giscard actuellement irremplaçable. Mais c'est dans la lutte que les travailleurs de notre pays sauront démasquer cette mascarade pour ce qu'elle est : de la poudre aux yeux. Personne n'est dupe. Et à ceux qui voudraient dire « *on efface tout et on recommence* », d'où qu'ils soient, les travailleurs sauront répliquer comme il se doit « *on efface rien et on continue* », comme nous l'enseignent les grandes luttes de notre peuple durant ces derniers mois. Gageons que l'année 1974 sera une année difficile, certes, mais surtout pour les patrons et leurs complices.

AFFICHEZ H.R.

Lettre amicale du C.D.H.R. de Lyon aux militants Front-Rouge

Nous publions un document que nos camarades du Comité de Défense de l'Humanité Rouge de Lyon ont adressé aux militants et sympathisants de l'organisation « Front-Rouge », dans le but de les éclairer sur la ligne scissionniste et opportuniste de leurs dirigeants. Ce texte, qui répond aux calomnies de Front-Rouge, examine, avec le grand souci de convaincre, des points fondamentaux de la ligne révolutionnaire de « l'Humanité Rouge ».

Dans « F. R. » n° 102 du 7 février 1974, l'article intitulé « un remède pire que le mal » affirme entre autres :

« Qu'attendre d'une organisation empêtrée dans ses contradictions et dans l'incohérence de sa ligne politique ?

« Dans la lutte contre la bourgeoisie « fascisante », « l'H. R. » propose l'alliance au P. C. F. (cf appel de juin 1973) ; mais comment pourra-t-elle concilier cette position avec la caractérisation qu'elle donne du P. C. F. (agent du social-impérialisme) et la complaisance dont elle fait preuve à l'égard de cette même bourgeoisie « fascisante », sous couvert de lutte contre le social-impérialisme (« H. R. » n° 208 : article sur l'Europe).

« On conviendra que la préparation de la Révolution prolétarienne armée nécessite plus de cohérence ».

En réalité, il n'y a d'incohérence que dans la tête du ou des auteurs de l'article en question, et tous les lecteurs de « l'Humanité rouge » peuvent parfaitement s'en rendre compte.

Une claire position internationale

Quant à la complaisance d'« H. R. » vis-à-vis de l'impérialisme français, elle n'existe encore une fois que dans la tête de gens trompés ou de ceux qui veulent nuire à tout prix aux marxistes-léninistes de l'Humanité rouge.

Dans le fameux article d'« H. R. », n° 208, il est dit très clairement que :

« Les marxistes-léninistes apprécient les aspects positifs (dans le contexte international où dominent les deux superpuissances) de la politique extérieure et de défense nationale de la bourgeoisie française ; mais nous en voyons aussi les limites et les aspects négatifs. Car la bourgeoisie ne peut défendre de manière conséquente l'indépendance nationale. Elle peut céder plus ou moins facilement aux pressions de l'une ou de l'autre superpuissance. Surtout, elle ne recherche pas (cela tient à sa nature de classe exploitée) l'appui du peuple. Elle ne fait confiance qu'aux armements... et aux « amis » plus puissants, comme les U.S.A. Pour nous, le peuple seul, sous la direction de l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat, est en mesure de défendre l'indépendance nationale ».

On peut prendre aussi comme exemple parmi d'autres l'« H. R. » n° 196, dont l'éditorial signé de Jacques Jurquet explique le sens de la visite de Pompidou en Chine et la juste politique des camarades chinois pour « réaliser au niveau des Etats, sur le plan international, le Front uni mondial contre la double hégémonie des deux supergrands ». Il n'est évidemment pas ques-

L'appel de « l'H. R. » n° 193 s'adresse aux militants et sympathisants du P. C. F., et en aucun cas au P. C. F. lui-même et encore moins à sa direction. Cet appel dénonçait le processus de fascisation en cours dans l'actuelle démocratie bourgeoise et attaquait au passage les rêves de transition pacifique au socialisme ; il dénonçait l'attitude de « laisser-faire » adoptée par la direction révisionniste face au meeting fasciste du 21 juin 1973 contre « l'immigration sauvage » qui allait tout-fait dans le sens de l'action du parti communiste et de sa circulaire Fontanet (cette attitude a été partagée d'ailleurs par I.A.J.S., L.O., et malheureusement aussi par F.R.). Cet appel réclamait l'unité à la base et dans l'action (et en aucun cas au sommet) face à l'évolution fascisante de la démocratie bourgeoise en France, ainsi que la riposte de masse la plus large et la plus résolue pour faire échec à toute tentative d'« installer comme un fait accompli, officiel, qui ne se discute même plus, les plus abominables slogans racistes et fascistes ».

tion de reprendre à notre compte dans le cadre national français la juste politique d'alliance internationale des camarades chinois, ni de manifester une quelconque « complaisance » à l'égard de l'impérialisme français, ennemi direct n° 1 du prolétariat et du peuple français : « Les marxistes-léninistes de France considèrent que la bourgeoisie de leur pays n'est plus qualifiée pour défendre jusqu'au bout l'indépendance nationale, et lui conférer un contenu de classe répondant aux intérêts des travailleurs et des plus larges masses populaires ».

Et une déclaration du bureau politique du Parti communiste marxiste-léniniste de France, publiée dans le même numéro, souligne que « dans notre pays la contradiction principale passe entre la bourgeoisie et le prolétariat, entre une poignée de capitalistes monopolistes et la masse de notre peuple » et que « le marxisme-léninisme nous a enseigné et l'expérience nous a confirmé que le prolétariat et tout le peuple de notre pays ne doivent nullement s'en remettre à la bourgeoisie monopoliste pour défendre de façon conséquente l'indépendance nationale. Seule la classe ouvrière, classe d'avant-garde, peut, dirigée par son état-major marxiste-léniniste, assumer une telle tâche historique ».

Arrêtons ici les citations, dans le cas présent chacun est en mesure de juger par lui-même, sans se fier aux ragots ou aux soi-disant analyses lancées contre H.R.

Distinguer et isoler l'ennemi principal

L'article « Un remède pire que le mal » à la suite de sa brillante démonstration de « l'incohérence » de la ligne de l'H.R. affirme encore que l'Humanité rouge ne sait trop quel ennemi choisir » et là encore nous pouvons facilement donner la preuve du contraire. C'est un point qui nous paraît d'ailleurs très important, ainsi que nous allons le montrer.

Le marxisme-léninisme a en effet toujours estimé que la question de savoir qui sont nos amis et qui sont nos ennemis était d'une importance décisive dans toute ligne politique. Les révolutionnaires doivent en outre apprendre à distinguer dans chaque circonstance quel est l'ennemi principal de façon à concentrer leurs coups sur lui ; ils doivent éviter de fourrer tous les ennemis et les éléments hostiles dans le même sac sous peine de disperser leurs coups et de se réduire par là eux-mêmes à l'impuissance ; ils doivent apprendre à connaître les contradictions objectives qui impulsent les transformations des différentes situations et phénomènes de façon à : « exploiter les contradictions, gagner à soi la majorité, s'opposer à la minorité, écraser les adversaires un à un » ainsi que le conseille le président Mao.

L'« H. R. » veille pour sa part à ne jamais dévier de cette voie matérialiste dialectique.

Au niveau international, l'ennemi principal de la révolution mondiale, mais aussi de l'indépendance des pays petits et moyens, est l'ensemble des deux superpuissances qui luttent entre elles et collaborent tout à la fois pour imposer leur hégémonie mondiale.

L'ennemi principal n'est plus le seul impérialisme américain, car depuis l'invasion de la Tchécoslovaquie l'U.R.S.S. s'est révélée comme un impérialisme tout aussi dangereux malgré son masque « socialiste ». L'« H. R. » soutient à ce titre les aspects positifs que peut présenter pour l'isolement des deux superpuissances l'édification de l'Europe, même si cette Europe est impérialiste, car il s'agit actuellement d'un impérialisme secondaire ; l'« H. R. » soutient encore plus les justes mesures prises pour leur indépendance nationale par les pays non alignés, même si ces pays ne sont pas socialistes, le régime de ces pays ne regardant que les peuples concernés. C'est cette attitude qu'adopte « H. R. » vis-à-vis de l'Algérie dont l'action au niveau international est largement positive ; le problème se posant bien sûr différemment pour tel ou tel régime réactionnaire largement dépendant de l'impérialisme et discrédité auprès de sa propre population comme l'est par exemple le régime sanglant du Maroc.

Cette politique qui consiste à distinguer au niveau international un ennemi principal, des ennemis secondaires et des alliés pour la révolution mondiale et la politique commune de toutes les forces marxistes-léninistes de par le

monde, car elles se soucient non seulement des intérêts du peuple et de la révolution dans leur pays, mais aussi des intérêts généraux des peuples du monde et de la révolution mondiale. Et la politique définie pour défendre ces intérêts généraux n'est pas réservée à la seule diplomatie de la République populaire de Chine ou encore de l'Albanie comme semblent le croire certains.

Bien entendu, si la politique vis-à-vis des problèmes internationaux est fondamentalement la même pour les forces marxistes-léninistes de chaque pays, il n'en va pas de même pour la politique visant à développer la révolution dans son propre pays, politique qui elle, doit répondre pleinement aux spécificités de notre pays.

Le processus révolutionnaire en France est une partie du processus révolutionnaire mondial, et nous devons savoir ni oublier la « partie » qui n'est pas identique au « tout », ni oublier le « tout » qui lui n'est pas la simple juxtaposition des « parties » mais une réalité supérieure s'imposant à chacune des « parties » sans toutefois nier leurs spécificités.

Au niveau national français et dans tous les pays dominés par l'impérialisme français, l'ennemi n° 1 de tout progrès social et l'obstacle principal à abattre est indiscutablement l'impérialisme français et tout particulièrement son appareil capitaliste monopoliste d'Etat qui est actuellement la principale force réactionnaire en France et dans des pays comme la Martinique ou le Tchad.

L'« H. R. » estime que seule l'action violente des masses populaires pourra un jour renverser cet Etat et établir en France un Etat nouveau de dictature du prolétariat ; pour cela l'existence d'une avant-garde marxiste-léniniste solide capable de guider le prolétariat et ses alliés contre « vents et marées » vers la victoire est indispensable, de même que l'existence d'un large front uni capable de souder le peuple ainsi que l'existence d'une armée populaire capable d'anéantir les principales forces armées de la réaction.

C'est dans cette perspective stratégique que travaillent les marxistes-léninistes de l'« H. R. », la tâche essentielle étant, dans l'étape actuelle, de lier solidement le marxisme-léninisme à la classe ouvrière et de forger l'unité de combat du prolétariat dans le feu des luttes « classe contre classe » et par la généralisation de l'esprit d'unité à la base et dans l'action.

Au sein de la classe ouvrière l'obstacle principal à lever pour la préparation de la révolution prolétarienne reste le révisionnisme moderne, le gauchisme n'étant un danger sérieux que pour le mouvement révolutionnaire, de la petite bourgeoisie mais représentant néanmoins un obstacle secondaire non négligeable dans la mesure où, par ses erreurs, il ne sert qu'à renforcer le révisionnisme.

Comment balayer l'obstacle révisionniste

L'expérience prouve qu'il y a une lutte de longue haleine à mener, et il ne sert à rien de traiter l'Humanité rouge de tous les noms, parce que le niveau de conscience des masses n'avance que pas-à-pas au fur et à mesure des expériences qu'elles font elles-mêmes, parce qu'il y a des difficultés objectives et que l'obstacle révisionniste est encore bien réel. Les pourfendeurs de l'H.R. qui la traitent d'incapacité, etc., ne peuvent manquer de toucher du doigt les difficultés concrètes au cours de leur propre pratique.

Les marxistes-léninistes estiment pour leur part que l'on ne pourra pas éliminer la domination révisionniste sur la classe ouvrière sans arriver à désagrég-

Front-Rouge

ouvriers des dirigeants révisionnistes sans apprendre à discuter avec eux, sans chercher à travailler avec eux sur de justes bases au moins sur des points précis, sans apprendre à utiliser les nombreuses contradictions objectives qui ne peuvent manquer de surgir localement ou nationalement entre la base et le sommet révisionnistes ? Est-ce que par hasard il faut compter que cette désagrégation des rangs révisionnistes va se produire toute seule, sans un travail conscient dans ce sens des marxistes-léninistes ? A voir la manière dont les dirigeants de la C.G.T. ont pu remonter un discrédit relatif après Mai 1968 et comment ils essaient actuellement de récupérer les aspirations à la lutte en se donnant une image plus « combative », nous sommes bien obligés de constater qu'une telle désagrégation spontanée n'est pas une perspective sérieuse au moins actuellement.

L'activité antirévionniste des marxistes-léninistes ne se tourne pas seulement vers les militants et sympathisants du P. C. F. et de la C.G.T., loin de là, mais H.R. pense qu'en matière de lutte contre le révisionnisme « construction et destruction vont de paire, bien plus la destruction précède la construction ». C'est ce point de vue exprimé constamment dans ses grandes lignes depuis 1964 par la F.C.M.L., devenue M.C.F. puis P.C.M.L.F. ; c'est ce point de vue qui est maintenant présenté comme une marque d'inconséquence et d'opportunisme dans les publications de F.R.

Les problèmes signalés dans cette lettre sont tous des problèmes très importants ; nous vous engageons à les étudier à la lumière du marxisme-léninisme et de l'expérience pratique que vous avez pu acquérir.

A notre avis, le genre d'affirmations lancées contre « H. R. » que nous venons d'examiner ne reflètent pas seulement une volonté délibérée de déformer les positions d'« H. R. » et de lui nuire en utilisant au besoin les pires calomnies (ce sont les mêmes, en fait une poignée, qui ont organisé leur travail fractionnel dans nos rangs en disant que « H. R. » courrait à la catastrophe, puis qui ont organisé une scission tout en faisant tout pour couler « H. R. », prétendant par exemple que ce n'était plus rien). Ces attaques de « gauche » contre « H. R. » révèlent aussi chez leurs auteurs une incompréhension assez grave du marxisme-léninisme et son remplacement par une simple métaphysique présentant comme très « révolutionnaire » le refus de faire des distinctions réelles entre l'impérialisme français et les U.S.A.-U.R.S.S. au niveau mondial ou entre la base ouvrière et le sommet du P. C. F., par exemple. Nous vous soumettons contre ce genre de métaphysique des extraits d'un article paru dans « Pékin Information » ainsi que quelques citations de Lénine et de Mao.

Nous vous engageons aussi, camarades, à étudier sérieusement « l'Humanité rouge » et sa ligne politique. Radio-Tirana fait connaître assez souvent tel ou tel article de « l'Humanité rouge », de même pour les « Cahiers quotidiens » de l'Agence Chine nouvelle pour des articles de politique internationale. Ces articles seraient-ils inintéressants, voire erronés aux yeux des camarades chinois et albanais ? Nous vous transmettons ci-joint un tract d'H. R. destiné à la diffusion massive dans les manifestations du 5 décembre dernier ; il fait le point sur la situation internationale et nationale et sur les grands axes de la ligne de l'H.R. qui n'a rien à voir avec la « complaisance » coupable vis-à-vis de la bourgeoisie française, ni avec la « conciliation avec le révisionnisme » dont « H. R. » se trouve si généreusement gratifiée dans l'article « un remède pire que le mal ».

Recevez nos fraternelles salutations marxistes-léninistes
C.D.H.R. de Lyon

A l'action pour interdire le film de J. Yanne

Mercredi, jour où sortait le film anti-chinois de Jean Yanne, des groupes de militants marxistes-léninistes sont intervenus sur les différents cinémas de Paris, où il était projeté.

Par des distributions de tracts, des prises de parole, des inscriptions à la peinture, ce film a été dénoncé. Ce n'est qu'un début. De nombreuses discussions se sont engagées. De nombreuses personnes ont approuvé la dénonciation de ce film anti-chinois.

Ainsi, il a été montré que les marxistes-léninistes ne laisseraient pas projeter le film de Yanne-Dassault sans réagir.

Ce n'était là que le début d'une campagne de dénonciation de ce film qui doit se poursuivre et s'amplifier.

Nous appelons tous nos camarades, tous nos lecteurs, tous les amis de la Chine populaire à ne reculer devant aucune action pour interdire ce Yanne-Dassault ! Les marxistes-léninistes ne sont pas des bavards ; c'est dans l'action que l'on juge la détermination révolutionnaire ! Les insolents provocateurs

« L'Humanité » applaudit au film anti-Chinois Yanne-Dassault

Sur les 230 lignes que François Maurin consacre au film antichinois de Yanne-Dassault dans « l'Humanité » du 2 mars, 5 lignes, ou cinq lignes seulement, font allusion aux Chinois. Les voici : « ... La dérision portée sur les Chinois (que Jean Yanne appelle les « Chinetoques », Pourquoi n'auraient-ils point le droit de se sentir offensés ?) ... » Qui ne dit mot consent ! Quant les révisionnistes du P.C.F. passent sous silence l'essentiel du film de Jean Yanne — la comparaison odieuse entre l'Allemagne nazie et la Chine populaire —, c'est qu'ils approuvent ce contenu antichinois. Résumant le film, le plumeur révisionniste parle de l'« adversaire », de l'« occupant », sans mentionner une seule fois qu'il s'agit des Chinois. Pas une ligne, pas un mot pour s'indigner, ni même pour s'étonner, que cet « adversaire » du peuple français, cet « occupant » du territoire français, c'est le peuple chinois.

Les révisionnistes acceptent sans réserve le point de départ du film de Jean Yanne-Dassault, son thème général : la représentation de l'armée populaire chinoise comme une armée d'occupation fasciste. Ainsi, après avoir épuisé les millions du super-capitaliste Dassault, Yanne reçoit-il les faveurs des révisionnistes du P.C.F. qui dissimulent mal leur joie devant cette vaste campagne antichinoise.

Pour les révisionnistes, les Chinois ont le « droit de se sentir offensés » non pas parce qu'ils sont comparés aux fascistes allemands, mais parce que Jean Yanne les appelle « les Chinetoques » ! N'est-ce pas une désapprobation ouverte du communiqué de l'ambassade de Chine à Paris qui jugeait « inacceptable la comparaison entre la Chine populaire et l'Allemagne fasciste » ? Pour les révisionnistes, qui se croient encore à l'époque où l'impérialisme pouvait codifier les « droits » du peuple chinois, nos camarades Chinois n'ont que le « droit de s'indigner d'être appelés « chinetoques », sans plus.

Quand le film de Yanne-Dassault dépeint les Chinois comme des gens frustrés et sous développés, « l'Humanité » applaudit des deux mains. L'article dit : le film « avance l'idée que le socialisme en définitive, c'est un phénomène des peuples pauvres, naïfs, sous développés matériellement et culturellement, dont les peuples riches habitués à consommer, n'ont que faire ». En somme, pour les révisionnistes, J. Yanne aurait dû se

contenter de peindre le peuple chinois comme un peuple « pauvre, naïf et sous développé », sans mêler à cela le « socialisme ». Le film antichinois d'Antonioni présente, lui aussi, le peuple chinois comme un peuple « pauvre, naïf, sous développé matériellement et culturellement », et ce n'est nullement un hasard s'il vient d'être acheté par le Gouvernement soviétique pour compléter sa panoplie antichinoise. Quand verrons-nous « Les Chinois à Paris » sur les écrans de Moscou ?

Les seules « réserves » qu'expriment « l'Humanité » à l'égard du film de Yanne-Dassault concernent la manière dont est traité le sujet : pour les révisionnistes, la matière est bonne, mais les faits sont un peu grossiers. Ils aimeraient voir déployer un peu plus de talent au service de leur cause antichinoise.

Comparant Les Chinois à Paris à Lacombe Lucien (comparaison qui selon Maurin, ne doit pas offenser Louis Malle !), « l'Humanité » estime que c'est une bonne chose de montrer en long et en large la collaboration avec l'occupant : seulement, « de là, à ignorer quasi totalement la Résistance, il y a un fossé à ne pas franchir ».

Bref, ces films présentent un caractère « unilatéral », ils ne sont pas assez « objectifs » : c'est bien de montrer que les Français sont « couards et lâches devant l'occupant », mais il ne faut pas pour autant « ignorer » la Résistance !

Pour son prochain film antichinois et contre-révolutionnaire, Yanne devra suivre les conseils de ses amis révisionnistes : un peu plus de « talent », et un peu plus d'« objectivité »...

La « critique » de « l'Humanité » ne saurait nous étonner : car où donc Jean Yanne puise-t-il son « inspiration » sinon chez les révisionnistes qui présentent la Chine comme un pays arriéré et belléciste et ont les premiers comparé le président Mao à Hitler ?

Dans la campagne antichinoise et contre-révolutionnaire, les réactionnaires et les révisionnistes du P.C.F. se soutiennent mutuellement. Cette collusion met à nu le véritable contenu de la « lutte contre l'antisovietisme » menée avec tapage par les dirigeants du P.C.F. : soutenir l'expansionnisme, bien réel celui-là, du social-impérialisme soviétique. Quiconque élève la voix contre les multiples menaces et actes d'agressions de l'Union soviétique s'attire les foudres

anti-chinois et leurs protecteurs ne tardent pas à s'en rendre compte.

Par ailleurs, les A.F.C. ont diffusé un tract où il est dit notamment :

Tous ces aspects du film de Jean Yanne ne peuvent que susciter l'indignation. Notre association entend tout mettre en œuvre pour que se manifestent des protestations nombreuses. Elle demande notamment que le gouvernement réponde pour le moins à la protestation chinoise.

JOIGNEZ VOTRE VOIX A LA NOTRE !

Un lecteur nous écrit :

« De tout cœur avec vous pour votre intervention contre le film anti-communiste de Yanne-Dassault. Voici un peu d'argent pour diffuser (si cela est possible) l'éditorial de l'H.R. n° 219 sous forme de tracts, aux portes des cinémas concernés. »

Bravo camarades !

Un travailleur C.G.T. sympathisant de l'H.R.

des dirigeants révisionnistes du P.C.F. Quiconque insulte et attaque la Chine socialiste reçoit leurs applaudissements et encouragements.

Pour servir leur mauvaise cause, les dirigeants révisionnistes n'hésitent pas à applaudir en coulisse à un film ouvertement fasciste, contre révolutionnaire, insultant non seulement envers le peuple Chinois mais envers tous les peuples.

« LIBERATION » ET LE FILM ANTICHIINOIS

Sous la plume de Philippe Gavi, le journal Libération nous avait déjà livré sa philosophie concernant la Chine socialiste : il faut appeler un chat un chat, et qualifier de « dictature totalitaire » un régime qui traite Lin Piao comme un renégat et un traître au socialisme.

Dans Libération du 28 février, c'est un certain Paul le Silenciaire qui vient ajouter sa pierre à l'édifice antichinois, utilisant une méthode assez semblable à celle de l'Humanité. Libération ne se prononce pas sur le thème antichinois du film et ne répond pas à la question : l'A.P.L. est-elle comparable à l'armée nazie d'Hitler ? Pour Libération « Ce film comique, drôle, distrayant » n'a pas pour but d'attaquer la Chine : « Avec ce film, on veut vous distraire, mais on veut surtout extraire votre argent. » (L'Humanité écrit : « Une comédie dont le but essentiel est de convier les Français à rire d'eux-mêmes tout en lui (à Jean Yanne) apportant leur argent »).

Bref, ce film est une simple marchandise, sans signification politique, destinée uniquement à être vendue pour rapporter de l'argent. Quelle riposte lui opposer dès lors ? Non pas une campagne politique mais... la grève des consommateurs :

« Pour mettre en échec les industriels, le patronat (Dassault) et ses larbins, il y a la grève, en l'occurrence pour ce film la vôtre, celle des spectateurs. »

Nous osons espérer que tous les collaborateurs de Libération ne partagent pas ce point de vue : lesquels réagiront devant la participation croissante de leur journal au chœur antichinois ?

A PROPOS DE SOLJENITSYNE

L'éditorial du n° 217 a suscité un certain nombre de réactions : de l'incompréhension chez certains de nos lecteurs ; de la « critique » malveillante chez ceux qui font profession de nous attaquer par la calomnie. Dans notre prochain numéro, nous répondrons aux uns et aux autres.

Mais dès maintenant, nous devons réaffirmer clairement qu'il n'est nullement question de soutenir, de défendre l'écrivain fasciste et anticommuniste Soljenitsyne (ce qui ne pouvait échapper au lecteur attentif de l'éditorial du n° 217). La cible principale est et restera pour nous la critique vigoureuse, sans compromis ni faiblesses, du régime social-impérialiste et social-fasciste d'U.R.S.S. et de l'idéologie révisionniste.

L'arbre Soljenitsyne ne doit pas cacher cette forêt, même si les révisionnistes voudraient bien s'en servir pour discréditer toute opposition à leur dictature social-fasciste.

SAVIEM (Blainville) La direction lock-out les métallos occupent l'usine

A la suite des grèves tournantes, grèves perlées, débrayages, baisse de cadences, défilés dans les ateliers, meeting, etc., menés depuis une dizaine de jours par la base des métallos pour leurs revendications salariales, notamment 100 F d'augmentation uniforme par mois (Mercredi 20 février la direction Saviem ramenait l'horaire de travail à cinq heures par jour soit vingt-cinq heures par semaine). La direction Saviem a décidé le lock-out des travailleurs le jeudi 21 février au soir. C'est donc 6 800 travailleurs qui sont lock-outés le vendredi 22 février.

porte-parole révisionnistes tentent par différentes méthodes de semer la confusion parmi les travailleurs. C'est ainsi que le lundi 25 février jouant leur rôle ignoble, les porte-parole révisionnistes prêchaient la reprise du travail pour ouvrir des négociations.

C'est donc dans la confusion que les métallos reprenant le travail mardi en maintenant les grèves tournantes.

Pendant ce temps des négociations étaient menées à l'échelon comité d'entreprise. Et la direction syndicale C.G.T. devait déclarer : « C'est un premier résultat. Il prouve que l'in-



Depuis cette date deux positions syndicales sont en présence. Pour s'opposer au lock-out patronal, la C.F.D.T. est favorable à l'occupation des usines, mais la direction syndicale C.G.T. ne veut pas tomber dans le « piège patronal » et réclame, toujours la même chanson « la négociation ».

C'est ainsi que la direction syndicale C.G.T. dénonçait jeudi soir 21 février l'attitude du P.-D.G. « qui consiste, en lock-outant l'usine, à pousser une partie des travailleurs à occuper les lieux ». La peur de la lutte des classes fait dire bien des choses. Et il n'est pas inutile de rappeler que lors d'un vote sur les augmentations uniformes de salaires, les travailleurs se sont prononcés à 70 % en sa faveur alors que la direction syndicale C.G.T., qui défend les augmentations en pourcentage ne recueillait que 30 % des suffrages et se ralliait tête basse à la majorité des métallos.

Cette volée de bois vert, ne leur suffit pas et lorsqu'il y a lutte, les

transigeance actuelle du patronat n'est pas inébranlable. « Toujours la même chanson.

Pendant ce même temps mercredi les métallos s'exprimaient sur l'action à envisager en cas de nouveau lock-out. C'est par plus de 61 % que les métallos décidaient l'occupation des usines en cas de lock-out, 2 055 pour, 1 292 contre. Une fois de plus donc, les travailleurs manifestaient leur volonté de lutte et les porte-parole du révisionnisme moderne, se faisaient « caresser » par un deuxième soufflet.

Ce même jour la direction annonçait le lock-out pour minuit.

Les métallos appliquaient leur juste décision d'occupation des usines face au lock-out patronal.

A la suite de l'occupation des usines la direction Saviem réclamait l'expulsion des grévistes et assignait 7 responsables syndicaux C.F.D.T., 3 C.G.T. en audience de référé au tribunal de Caen. La grève avec occupation se poursuit actuellement.

Les travailleurs de Soco-volailles BILAN DE LEUR GRÈVE

La grève a duré quinze jours, la deuxième semaine fut riche en événements pour les travailleurs de Soco-volailles. Tout d'abord le lundi soir, début de la deuxième semaine, le patron (enfin rentré de congé) qui avait refusé de les recevoir dut, sous la pression de toutes les personnes présentes appelées par l'Union locale C.F.D.T., accepter une rencontre qu'il propose pour le lendemain et uniquement pour les ouvrières non licenciées : sept, qui avaient entre seize et dix-neuf ans. Il pensait pouvoir les berner facilement : eh bien, c'était faire fi de leur détermination, de tout ce qu'elles avaient appris en huit jours de grève.

Elles refusèrent de le rencontrer sans l'inspecteur du travail, et lorsque la rencontre eut lieu, ce monsieur dut déchanter car décidées, connaissant tous leurs droits, fortes aussi de tout ce qu'elles avaient à dénoncer, elles lui tinrent tête pendant une heure et demie.

Ce qu'elles ont obtenu pour tous : — 0,25 F d'augmentation qui devra toujours se tenir au-dessus du S.M.I.G. ;

— Respect de la législation du travail en ce qui concerne la sécurité et l'hygiène ;

— Election de délégués du personnel.

Mais l'échec fut les licenciements. Elles n'ont pu obtenir la réintégration des cinq travailleuses licenciées.

Mais pour elles, c'est une grande victoire. Et le lundi 18, elles ont repris le travail, au grand étonnement des autres travailleuses et travailleurs. Elles ont repris le travail la tête haute car, comme l'a dit l'une d'elle : « Rien ne sera plus pareil, ça nous a ouvert les yeux. »

Qui sont-elles ? Filles d'ouvriers pour la plupart, une immigrée de cinq enfants, les autres ont des noms qui sonnent étrangers : espagnols, italiens, portugais.

A seize-dix-sept ans, d'où viennent-elles ? Sans qualification, sans diplôme, elles arrivent tout droit

pour la plupart des classes dites « pratiques » : classes dépotoirs de l'Education nationale où finissent tous les enfants qui ont échoué à l'école, qui n'ont pu s'adapter à une école de classe.

Défavorisées dans leur milieu social, l'école n'a fait qu'aggraver cet état de chose.

Ce qu'elles ont appris en quinze jours ? Elles le disent elles-mêmes : « C'est extraordinaire »... « De quoi écrire un livre... »

Plus exploitées encore dans l'entreprise, parce que femmes, leur grève n'a pas été prise au sérieux par les hommes : ils venaient aux nouvelles, cette phrase méprisante sur les lèvres : « Alors les minettes, ça va ? »

Oui, elles ont tenu pendant quinze jours.

Pourtant, les parents ont exercé sur elles toutes sortes de pressions : pour certains, c'était la crainte d'une aventure qui pourrait mal tourner, pour d'autres c'était parce qu'elles rentraient plus tard le soir à cause des réunions syndicales, pour tous, en fait, c'était leur maigre salaire qui allait manquer à la maison.

Maintenant elles tiennent bon à leur poste de travail, conscientes des responsabilités que cette grève leur a données.

Pendant toute la première semaine de la reprise du travail, elles ont eu contremaitre et contremaitresse sur le dos, venant vérifier à chaque instant la qualité de leur travail, les harcelant.

Mais elles ne s'en laissent plus compter : elles quittent le travail à 17 h 30, comme l'horaire affiché l'indique ; elles refusent de porter des caisses de plus de 10 kg.

Une section syndicale C.F.D.T. est née, mais pour l'instant les élections de déléguées n'ont pas eu lieu à cause de l'âge inférieur à dix-huit ans.

Elles ont décidé de fêter leur succès par une petite réunion au cours de laquelle le film relatant la lutte des ouvrières de Cerisay sera projeté.

S.A.M. (Mirabeau - Côte-d'Or) GRÈVE avec OCCUPATION

La SAM est une entreprise spécialisée dans la construction de charpentes métalliques. En tout 25 employés dont 20 ouvriers à l'usine, 3 ouvriers aux montages des charpentes et 2 ou 3 personnels d'encadrement. Les travailleurs occupent l'usine depuis le 1^{er} février pour s'opposer à une mesure de licenciements collectifs.

Depuis plusieurs semaines les travailleurs de la SAM avaient de sérieuses raisons de se méfier de la direction :

— Le bureau d'étude avait été supprimé et les 3 employés de bureau licenciés.

— L'huissier était venu à la SAM dans le but de saisir le matériel de bureau pour payer les créanciers.

— Le compte bancaire de la SAM était bloqué.

En fait c'est la liquidation pure et simple de la SAM qui se préparait avec le licenciement de tout son personnel.

Devant cette menace l'assemblée générale des syndiqués (18 ouvriers CFDT) décide la grève et l'occupation de l'usine pour obliger le patron à venir donner des explications. Ils déposent en même temps un cahier de revendications : augmentation de salaires et amélioration des conditions de travail.

La seule réponse de la direction : « Reprenez le travail, on verra après ! » Les ouvriers ne sont pas décidés à lâcher tant qu'ils n'ont pas de garanties. La grève est maintenue.

Le 8 février, le gérant accepte les

augmentations de salaires et les améliorations des conditions de travail mais refuse de donner des garanties sur l'emploi. La paye de janvier est versée aux ouvriers à la date limite.

Le 11 février au soir, un nouvel acquéreur éventuel se fait connaître et indique qu'il aurait entrepris des démarches pour constituer une nouvelle société mais les démarches doivent durer au minimum un mois et demi encore avant que la reprise ne soit sûre.

En attendant d'avoir de nouvelles précisions, les ouvriers décident la reprise mais restent vigilants face au nouveau patron.

Tout au long de cette lutte, beaucoup d'ouvriers ont découvert un peu plus la vraie nature des patrons : la direction a sans cesse joué le chantage pour faire reprendre le travail : « Si vous ne terminez pas cette commande, je ne peux pas vous payer ! »

Mais alors, messieurs, où est donc passé tout l'argent de la société ? L'usine tourne bien, les commandes sont nombreuses, les ventes aussi. Pourquoi les créanciers ne sont-ils pas payés ? En réalité, de nombreux gros actionnaires se sont bien remplis des poches, tel cet administrateur de la banque de Monaco qui s'était déjà distingué pour faire des chèques sans provisions ?

Les ouvriers ne sont pas décidés à se laisser surexploiter et mettre à la porte pendant que leurs patrons se remplissent les poches impunément.

Pas un seul licenciement ! Les patrons doivent payer !

S.E.M.M. (Trignac) Occupation de l'usine contre les licenciements

La direction S.E.M.M. (Société européenne de Matériel mobile) du groupe Trigano a ramené l'horaire de travail à trente-deux heures par semaine pour les travailleurs fabriquant des caravanes. Le lundi étant « chôme », les travailleurs ont décidé de protester en manifestant dans les rues. Donc, lundi 18 février, les travailleurs sont montés à Nantes, provoquant ainsi de sérieux embouteillages dans le centre de la ville.

Puis, le lundi 25 février, les travailleurs étaient de nouveau dans les rues, mais cette fois-ci à Saint-Nazaire. Après cette manifestation, qui s'est déroulée en matinée, ils ont décidé d'occuper la Chambre de Commerce — symbole du patronat — pour manifester le caractère de classe de leur lutte. La salle des conférences a été transformée en un pique-nique de la classe ouvrière ; toutes les provisions étaient là, mais

il manquait la boisson. La cave de ces messieurs était cependant bien fournie... Vers la fin de l'après-midi, une voiture équipée d'un haut-parleur circulait dans les rues de Saint-Nazaire, expliquant, popularisant notre action. Les travailleurs de la S.E.M.M. ont quitté la Chambre de Commerce vers 20 heures.

La direction de la S.E.M.M. annoncera cependant le 6 mars au Comité d'entreprise, la cessation des activités de l'entreprise et le licenciement de tout le personnel, décision prise par le conseil d'administration.

La colère des six cent trente travailleurs de la S.E.M.M. à Trignac est grande, et dès vendredi les travailleurs ont décidé l'occupation de l'usine pour exiger leur droit au travail.

Non à tout licenciement !

Trigano peut payer !

Un lecteur.

Message des organisations marxistes-léninistes martiniquaises aux camarades français



Les martyrs du peuple frère de Martinique, victimes du colonialisme français.

C'est le 17 janvier que les travailleurs agricoles ont déclenché leur lutte. C'est le 19 février que les békés (gros propriétaires fonciers) ont fini par reconnaître leur défaite en signant les 35,46 F (arrondis à 35,50 F) pour une journée de huit heures. Revendication de départ des travailleurs agricoles.

Mais que de choses se sont passées durant ce mois de grève !

Que de luttes ardues, que de tentatives de trahison ! Que de tentatives de récupération ! Que de complots déjoués !

Camarades, depuis treize ans les ouvriers agricoles, délaissés par les syndicalistes traîtres de la C.G.T.M. étaient livrés sans défense à l'exploitation féroce des gros propriétaires fonciers békés, ennemis séculaires de notre peuple. Le réveil se devait d'être sans concession. Il l'a été.

Unis et organisés au sein du « Comité de grève des Travailleurs agricoles de la Martinique », représentant démocratiquement tous les secteurs en grève (Lorrain, Marigot, Sainte-Marie, Robert, Lamentin, Saint-Joseph, François, Rivière-Pilote), les travailleurs agricoles firent durant trente-trois jours l'expérience d'une grève placée sous leur propre direction. Ils surent barrer la route à toutes les manœuvres réactionnaires, révisionnistes ou trotskistes.

Différents quant aux méthodes mais unanimes quant au but, ces trois courants ne visaient en fait qu'à saboter une grève dirigée par les ouvriers eux-mêmes.

Les gros propriétaires fonciers békés ont tenté pendant longtemps de faire croire que la grève n'existait pas, puis devant l'ampleur du mouvement de masse, ils cherchèrent à semer la confusion en signant leurs tracts du nom de « Comité de travailleurs de la banane ». Constatant que leur manœuvre n'avait aucun effet sur les travailleurs authentiques, ils firent appel à leurs alliés naturels, les gendarmes-légionnaires et autres bandits à l'uniforme afin qu'ils assassinent les ouvriers agricoles, persuadés que ces crimes allaient briser la détermination des ouvriers.

Ils en ont été pour leur frais : les morts d'Elmany Renor et de Georges Marie-Louise ont renforcé la volonté des travailleurs agricoles de remporter la victoire.

Les dirigeants révisionnistes de la C.G.T.M., qui ont depuis longtemps vidé de sa substance cette arme de combat qu'est la grève, ont été eux aussi surpris par la détermination et l'organisation des ouvriers agricoles.

Pompier de talent, essayant les flammes de la lutte de classes, c'est tout naturellement qu'ils ont commencé à traiter la revendication des 35,46 F de « revendication de vagabonds », de « provocation », de

« coup porté à l'économie bananière ». Par la suite, ils ont essayé de récupérer le mouvement par des manœuvres indécentes : allant jusqu'à transformer sans pudeur l'enterrement d'Elmany Renor en campagne électorale pour Cerland (ponte révisionniste en perte de vitesse au Lorrain).

Cependant, les révisionnistes, en traitant le « Comité de grève de Travailleurs agricoles » de « prétendu comité de grève des maoïstes », d'« aventuristes », ont montré à une importante partie des travailleurs leur véritable nature : celle d'agents obstinés de la bourgeoisie infiltrés au sein du mouvement ouvrier.

Autres rats sortis de leurs trous à cette occasion, les trotskistes du G.R.S. Coupés des masses comme ils le sont, leur tactique est invariablement la même : ils fixent pour les ouvriers les revendications des ouvriers. Cette fois ils ont choisi pour les ouvriers agricoles « 50 F pour la journée de huit heures » et l'éternelle « échelle mobile des salaires ». Cependant, la vigilance des travailleurs a eu raison de la surenchère et de la démagogie trotskistes.

Hués par les travailleurs et renvoyés à leur salon, les trotskistes battus politiquement et idéologiquement, sont retournés depuis à la confection de leurs nombreux journaux et à leurs basses préoccupations électorales.

Voilà, chers camarades, schématiquement indiquées toutes les manœuvres auxquelles les travailleurs ont eu à faire face pour arriver à la victoire du 19 février où, pour la première fois, des travailleurs, sous leur propre direction, ont imposé leur revendication de départ sans compromis avec les patrons.

Mais il ne faut pas croire que la lutte est pour autant terminée ; actuellement, un climat d'intense répression s'installe dans le pays.

— Répression patronale : car les propriétaires fonciers refusent d'embaucher sur nombre d'habitations les ouvriers qui étaient à l'avant-garde de la lutte.

— Répression policière : l'objectif avoué des forces de répression est de démanteler les organisations marxistes-léninistes qui ont contribué au développement du mouvement de masse. Les valets locaux de l'impérialisme, depuis le véreux Emile Maurice jusqu'à la rétrograde « amicale des anciens combattants » demandent encore plus, toujours plus de répression.

C'est dire, camarades, que votre soutien est nécessaire pour contrecarrer les noirs desseins de l'impérialisme français et de ses valets.

Nous ne devons pas oublier qu'un certain nombre de camarades ouvriers agricoles et militants sont d'ores et déjà dans leurs griffes, puisques blessés, ils sont actuellement à l'hôpital.

Le combat n'est donc pas fini. Au contraire, il ne fait que commencer.

A bas la répression ! A bas le colonialisme français !

Vive la grande grève des ouvriers agricoles martiniquais !

Vive la classe ouvrière martiniquaise !

Vive la révolution nationale démocratique et populaire !

Vive le marxisme-léninisme et la pensée-maotsetoung !

Groupe d'Action Proletarien.
Groupe Septembre 1970.

Solidarité avec tous les peuples en lutte contre l'impérialisme

A l'occasion du 21 février, une série de meetings se sont tenus à travers toute la France pour réaffirmer la solidarité de notre peuple avec tous les peuples en lutte contre l'impérialisme, le social-impérialisme et la réaction. Les forces anti-impérialistes qui se sont regroupées à cette occasion ont réaffirmé ainsi le courant historique mondial qui fait que « les pays veulent l'indépendance, les nations veulent la libération, les peuples veulent la révolution ».

A Paris :

Plus de 700 personnes se sont réunies à l'appel de l'association générale des étudiants guadeloupéens (A.G.E.G.), de l'Association générale des Etudiants martiniquais (A.G.E.M.), du front des Grecs à l'étranger (A.M.E.E.), du Centre d'Information sur les Luites anti-impérialistes (C.I.L.A.), du Front révolutionnaire antifasciste et patriote (F.R.A.P.), du Front uni patriotique de Turquie (F.U.P.T.), avec la participation du Mouvement national de Soutien aux Peuples d'Indochine (M.N.S.P.I.).

La salle, chaleureuse, a écouté attentivement les différentes interventions exaltant la lutte des peuples en Amérique latine, dans le Bassin méditerranéen, en Asie, dans les colonies françaises, dressés pour conquérir l'indépendance et la liberté et marqué vigoureusement son opposition aux prétentions des deux superpuissances à gouverner le monde.

A Clermont-Ferrand :

Plus d'une centaine de personnes se sont retrouvées pour un vibrant meeting de solidarité à la lutte du peuple cambodgien, à l'initiative du comité anti-impérialiste de Clermont. Deux orateurs du F.U.N.K. ont animé un débat sur les magnifiques victoires du peuple cambodgien.

A Marseille :

Près de 400 personnes ont participé au meeting anti-impérialiste du 21 février, qui a également consacré une large place à la lutte du peuple cambodgien. Plusieurs comités anti-impérialistes ont vu le jour à cette occasion.

De semblables meetings sont également en préparation à Toulouse, Montpellier, Langeac, témoignant d'un vigoureux développement des luttes anti-impérialistes dans notre pays.

Assemblée - débat sur la situation au Vietnam aujourd'hui

Dimanche 10 mars, 15 h 30

A LA M.J.C. (Théâtre des 2 Portes)

(46 rue Louis-Lumière)

Métro : Porte de Bagnolet

Organisé par le MNSPI (20^e) et HR (20^e)

Vendredi 19 mars, 20 h 30

au Ménil-Palace

MEETING DE SOUTIEN AU PEUPLE CAMBODGIEN

" INDÉPENDANCE POUR LES COLONIES FRANÇAISES "

Brochure éditée par le C.I.L.A.

(107 rue de la Réunion, Paris 20^e)

Prix : 4 F

LA VISITE DU PRÉSIDENT BOUMEDIÈNE EN CHINE :

Une amitié ancienne et solide

(éditorial d'« El Moudjahid » du 24-25 février) :

EL MOUDJAHID

la révolution par le peuple et pour le peuple.

quotidien national d'information

« Je vous prie de transmettre par l'intermédiaire de votre journal les sentiments de respect, d'admiration et de soutien du peuple chinois envers le peuple algérien qui lutte contre le colonialisme » : c'est ce que déclarait M. Chou En Lai à l'organe de combat du F.L.N. « El Moudjahid » en septembre 1958. Ceci pour souligner combien sont anciennes et étroites les relations amicales entre l'Algérie et la République Populaire de Chine où le président Boumediène se rend aujourd'hui en visite officielle. En vérité, le peuple chinois ne ménagea jamais son soutien au peuple algérien durant sa guerre de Libération et le gouvernement chinois fut l'un des tout premiers à reconnaître le Gouvernement provisoire algérien, bien avant la victoire sur l'occupant étranger. Notre peuple ne saurait l'oublier et c'est

pourquoi après la reconquête de la souveraineté nationale, il a toujours exprimé la plus grande amitié et la plus ferme solidarité envers le peuple chinois.

Au niveau des deux Etats, et en dépit de l'éloignement géographique, il y a eu une volonté persévérante d'accroître sans cesse les échanges économiques et commerciaux. Nombre d'accords ont été conclus dans ce cadre bilatéral, concernant les secteurs les plus divers. Le dernier en date vient d'être paraphé à Alger, précisément en ces jours, et il prévoit la multiplication des échanges durant l'année 1974. La coopération algéro-chinoise s'exprime au demeurant dans plusieurs domaines importants : si notre peuple la connaît particulièrement en ce qui concerne la santé publique et célèbre unanime-

ment le dévouement des médecins chinois en poste en Algérie, cette coopération a également d'autres champs d'activité tels que l'hydraulique notamment.

Mais les milliers de kilomètres qui séparent Alger de Pékin, s'ils peuvent avoir une influence en matière d'échanges économiques, n'empêchent nullement que de solides relations politiques se développent entre l'Algérie et la République Populaire de Chine. C'est ainsi que sur maints grands problèmes internationaux de l'heure, les positions des deux pays sont souvent proches, similaires, et même parfois identiques. Entre autres, le gouvernement chinois soutient pleinement le peuple palestinien dans sa lutte contre le sionisme, ainsi que les pays arabes pour la défense de la cause de notre Nation. Pour sa part, l'Algérie n'a pas manqué de jouer un rôle important dans le rétablissement des droits de la République Populaire de Chine à l'ONU. D'une manière générale, en tous lieux et d'abord dans les grandes arènes internationales, les porte-parole de la Chine se tiennent aux côtés des opprimés, sont solidaires des justes causes et plus particulièrement de celles des peuples du Tiers-Monde.

C'est à ce pays et à ce peuple, amis de longue date, que le Président Boumediène apporte le salut du peuple algérien. C'est à un peuple connu pour son esprit remarquablement laborieux, et qui a su, sous la direction du Parti communiste chinois avec à sa tête le Président Mao Tsé-toung, transformer en quelque vingt ans un pays arriéré, victime d'une colonisation séculaire, en une grande puissance dont la technologie a atteint le stade de l'ère spatiale. Ces réalisations du peuple chinois sont d'autant plus grandioses que la Chine a compté d'abord et avant tout sur ses propres forces pour y parvenir. Elles ont prouvé que les retards dans le développement, aussi considérables soient-ils, peuvent être comblés par le travail acharné, par l'action conséquente et unie des masses populaires, engagées dans une authentique Révolution.

Il ne fait pas de doute que la visite en Chine du Président Boumediène, qui sera la rencontre de cette Révolution chinoise et de la Révolution algérienne, se traduira par un échange d'idées et d'expériences dont les conséquences ne peuvent être que fructueuses pour les deux peuples.

B.N.

CAMBODGE : Halte à l'agression U.S.

A l'occasion de la réunion d'information organisée le 1^{er} mars par la mission du GRUNK à Paris M. Im Sokkan par un brillant exposé a rappelé les traits essentiels qui caractérisent la situation actuelle au Cambodge.

BOMBARDEMENTS CLANDESTINS ET CONSEILLERS U.S.

Le régime des traîtres Lon Nol et consort ne doit son existence et sa survie qu'à l'intervention massive et directe de l'impérialisme U.S.

Si les impérialistes yankee ont cessé le 15 août 1973 les bombardements massifs et aveugles par B 52 de la région très peuplée de Phnom Penh (un déluge de fer et de feu équivalant à sept bombes Hiroshima par mois de janvier 1973 au 15 août 1973) c'est dû à l'inefficacité des bombardements à empêcher la progression des forces patriotes et à la condamnation du génocide U.S. par l'opinion publique mondiale.

Mais si elle est plus feutrée aujourd'hui l'intervention directe des U.S.A. au Cambodge continue d'autant que la « khmérisation » de la guerre a totalement échoué.

Les avions U.S. pilotés par des pilotes américains, hollandais, saonnais, etc., continuent à bombarder clandestinement les champs de batailles et les zones libérées et poursuivent leurs raids d'intimidation, de reconnaissance, de mitraillage.

D'autre part à Phnom Penh il y a plus d'un millier de « conseillers » U.S. qui encadrent, payent, arment, recrutent, entraînent, commandent, des troupes cambodgiennes (dont des enfants de 12 à 14 ans) qui servent de chair à canon.

Peut-on sérieusement parler d'armée cambodgienne ?

PHNOM PENH : « PERSONNE N'ECOUTE PLUS PERSONNE »

Dans Phnom Penh assiégée de toute part, dont toutes les routes d'accès sont coupées et dont les voies fluviales et aériennes qui y accèdent sont

de plus en plus difficilement praticables, les deux seules divisions « valables » n° 1 et n° 7) sont harassées car les Américains les envoient d'un faubourg à l'autre pour essayer de colmater les brèches que les combattants du FUNK y ouvrent sans cesse.

Les mutineries, les désertions dans l'armée américano-fantoches sont quotidiennes.

Face à la pénurie de riz, d'eau potable, à l'enrôlement forcé, au brigandage, à la corruption, à la prostitution, au chaos, la population se soulève.

Phnom Penh est le théâtre quotidien de soulèvements, de grèves d'étudiants, d'ouvriers, de bonzes et même de fonctionnaires, de militaires et de policiers.

Par dizaine de milliers la population rejoint les zones libérées toutes proches à la suite des nombreux appels du FUNK annonçant de grandes offensives.

Pour essayer de survivre l'administration fantoche emprisonne des milliers de patriotes, torture à mort 4 jeunes étudiants surpris à lire des tracts du FUNK qui foisonnent dans la capitale.

Dans le « gouvernement » les luttes de clans s'exacerbent.

D'autre part deux ministres viennent de rejoindre le FUNK.

Les fantoches préparent leur fuite et s'évertuent à amasser le maximum de dollars et de biens.

COMPROMIS ET TROISIEME FORCE

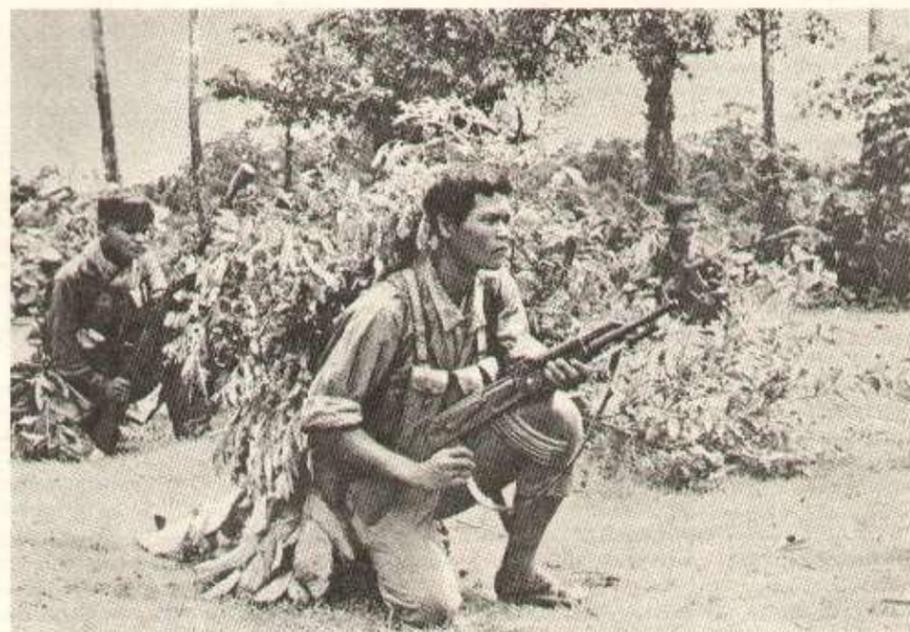
Ce qui fait la spécificité de la situation au Cambodge c'est qu'il n'y a pas de troisième force. Il n'y a que deux forces : le FUNK, très large qui regroupe tous les patriotes, et les Américains qui subissent des revers constants et soutiennent à bout de bras une poignée de fantoches complètement paralysés.

Les concerts de pleurnicheries dus à certains plumitifs occidentaux sur les victimes innocentes des roquettes du FUNK, (ces mêmes plumitifs étaient bien discrets sur les bombardements

de B 52), les déclarations de Son Sann sur la troisième force ont pour origine les ambassades U.S. et quelques fantoches qui, voyant leur défaite inévitable essayent de sauver leurs positions en parlant de compromis, en se drapant de sentiments humanitaires,

qu'elle aboutira rapidement à la victoire finale.

Mais cela dépend aussi de l'attitude de l'impérialisme U.S. qui s'il ne peut renverser le rapport de force, peut retarder la victoire définitive du FUNK en réintervenant militairement



Entraînement des F.A.P.L.

en prônant l'« arrêt de la guerre fratricide », etc...

Ce ne sont en fait que des manœuvres destinées à frustrer les patriotes de la victoire totale et surtout à maintenir la présence des U.S.A. au Cambodge.

C'est pourquoi le FUNK réaffirme : « Il n'y aura pas de compromis ».

LA BATAILLE DECISIVE

En conclusion le FUNK annonce que la situation mûrit à Phnom Penh.

Avec la population il va lancer prochainement l'offensive en espérant

massivement et directement au Cambodge.

— 600 millions de dollars sont prévus dans le budget 1974 des Etats-Unis pour reprendre éventuellement les bombardements au Cambodge.

Devant cette situation, à l'approche du quatrième anniversaire de la création du FUNK nous devons soutenir fermement le peuple cambodgien jusqu'à la victoire totale.

Et crier plus fort que jamais :

HALTE A L'AGRESSION U.S. AU CAMBODGE !